



## PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 FEVRIER 2015 A 19h00

Réf : CM 2015/01

L'an deux mille quinze, le deux février à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de FEURS, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre TAITE, Maire, en session ordinaire, en salle du Conseil municipal.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le quorum est atteint.

Marianne DARFEUILLE, Paul TRIOMPHE, Serge PALMIER, Sylvie MATHIEU, Christian VILAIN, Mireille GIBERT et Pascal BERNARD adjoints au Maire ;

Georges REBOUX, conseiller délégué ;

Claude MONDESERT, Raymonde DUPUY, Marc NOALLY, Sylvie DESSERTINE, Henri NIGAY, Marguerite JACQUEMONT, Martine BAJARD, Laurence FRAISSE, Nezha NAHMED, Cathy VIALLA, Ise TASKIN, Quentin BATAILLON, Zahia BOUNDAOUI, Thierry JACQUET, Johann CESA et Sophie ROBERT ;

Absents avec procuration : Sylvie DELOBELLE a donné procuration à Sylvie MATHIEU, Catherine POMPORT à Marianne DARFEUILLE, Christophe GARDETTE à Georges REBOUX et Charles PERROT à Sophie ROBERT.

Absent : Néant

Secrétaire de séance : Marguerite JACQUEMONT

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 25

Date de la convocation : le 26 janvier 2015

Date d'affichage du procès-verbal : le 10 février 2015

En préambule, Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de respecter une minute de silence en souvenir de Raymond GOLEO décédé la semaine dernière et qui a été adjoint au Maire d'André DELORME durant 24 ans.

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal qu'en fin de séance dans la rubrique « questions diverses » il y aura à la demande du groupe Rassemblement Feurs Bleu Marine une question relative à l'armement des policiers municipaux et également une autre question émanant du groupe Générations Feurs concernant CastMetal.

### **1. Approbation du procès-verbal de la séance du lundi 15 décembre 2014 :**

*Décision du Conseil municipal pour l'approbation du PV du 15 décembre 2014*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

### **2. Désignation du secrétaire de séance conformément à l'article L 2121-15 du CGCT :**

Le Conseil municipal a désigné Marguerite JACQUEMONT à l'unanimité des membres présents comme secrétaire de séance conformément à l'article L 2121-15 du CGCT.

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

### **3. Urbanisme – travaux – patrimoine – environnement :**

3.1 Arrêt de la révision alléguée n°1 du PLU (rapporteur : Paul TRIOMPHE) :

Vu la réglementation en vigueur, vu la délibération du Conseil municipal prescrivant la révision alléguée n°1 du Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de la concertation, adoptée à l'unanimité le 22 septembre 2014, il est demandé au Conseil municipal d'arrêter le projet de révision alléguée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme. Simultanément à l'arrêt du projet, le bilan de la concertation sera tiré.

Il est rappelé que les objectifs de cette révision étaient les suivants :

- \* la suppression d'un espace boisé classé sur une propriété sis chemin du Bout du Monde qui doit faire l'objet d'un projet d'aménagement global dans une logique de densification au sein de l'enveloppe urbaine ;
- \* un nouvel espace boisé classé, sur lequel des arbres présentent un intérêt et un état sanitaire satisfaisant assurant une protection visuelle et auditive par rapport à l'usine et la voie ferrée, sera créé sur la partie nord-ouest de cette même propriété ;
- \* la réduction d'une zone naturelle (Nr) sur des fonds de parcelles bâties situées lieu-dit « les Vauches ».

Sophie ROBERT indique que pour ce vote et une fois n'est pas coutume, Charles PERROT ne votera pas comme elle à savoir que ce dernier ne participera pas au vote

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |              |            |
|-----------|----------|--------------|------------|
| POUR : 28 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : 01 |
|-----------|----------|--------------|------------|

3.2 Renouvellement de la convention de mise à disposition ponctuelle de moyens entre la Communauté de communes de Feurs en Forez et la Commune de Feurs (rapporteur : Paul TRIOMPHE) :

La convention détaillant les interventions entre la Communauté de communes de Feurs en Forez et la Commune de Feurs étant arrivée à échéance, une nouvelle convention est nécessaire (voir document ci-joint).

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver ce document et d'autoriser Paul TRIOMPHE à signer toutes les pièces se rapportant au dossier.

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

3.3 Demande de subvention à l'agence de l'eau Loire Bretagne pour l'achat de pré-localisateurs de fuite à poste fixe (rapporteur : Georges REBOUX) :

Afin d'améliorer le rendement du réseau d'eau potable, la Commune souhaite installer des pré-localisateurs permettant de détecter les fuites. Ces appareils à poste fixe, enregistrent la nuit les bruits générés par les fuites d'eau sur le réseau maillé du centre-ville.

Il est demandé au Conseil municipal l'autorisation de déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'agence de l'eau Loire Bretagne pour l'achat des pré-localisateurs sachant que le coût estimatif pour ce matériel est de 40 000 € HT.

Sophie ROBERT demande la durée d'amortissement pour un tel équipement car 40 000.00 € est une somme non négligeable. Georges REBOUX indique que l'acquisition de pré-localisateurs devrait être subventionnée à hauteur de 70% et que cela va vite être rentabilisé car ces équipements détecteront des fuites d'eau sur le réseau qui a un taux de rendement de 69% actuellement et qu'à moyen terme pour qu'une collectivité soit subventionnée, l'agence de l'eau exigera un taux de 85% pour nos réseaux. Monsieur REBOUX propose de transmettre en commission l'amortissement de cette acquisition.

Thierry JACQUET demande s'il y a un appareil ou plusieurs.

Monsieur REBOUX répond que pour cette somme, la commune acquière 6 appareils.

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

3.4 Renouvellement de ballons fluos et d'armoires électriques (rapporteur : Paul TRIOMPHE) :

Conformément à ses statuts et aux modalités définies par son Comité et son Bureau, le Syndicat Intercommunal d'Energies de la Loire peut faire réaliser des travaux pour le compte de ses adhérents. Par transfert de compétences de la Commune, il assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux du renouvellement des ballons fluos et d'armoires électriques. Il est indiqué que le SIEL perçoit, en lieu et place de la Commune, les subventions éventuellement attribuées par le Conseil général de la Loire, le Conseil régional Rhône-Alpes, l'Union Européenne ou d'autres financeurs.

| Détail  | Montant HT | % - PU | Participation |
|---|------------|--------|---------------|
|   | Travaux    |        | commune       |
| Renouvellement BF et matériel vétuste         | 52 505 €   | 95.0 % | 49 880 €      |
| Intervention ERDF pour remplacement d'armoire | 1 345 €    | 95.0 % | 1 278 €       |
| TOTAL :                                       |            |        | 51 158 €      |

Paul TRIOMPHE demande à l'assemblée délibérante :

- de prendre acte que le SIEL, dans le cadre des compétences transférées par la commune, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux dans les conditions indiquées ci-dessus, étant entendu qu'après étude des travaux, le dossier sera soumis à Monsieur le Maire pour information avant exécution ;
- d'approuver le montant des travaux et la participation prévisionnelle de la commune, étant entendu que le fonds de concours sera calculé sur le montant réellement exécuté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou en son absence l'adjoint délégué, à signer toutes les pièces à intervenir.

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

**4. Finances :**

4.1 Demande de subvention auprès du Conseil général et du Conseil régional pour les terrains de sports extérieurs derrière le G1 (rapporteur : Serge PALMIER) :

A la demande des professeurs des écoles, des professeurs d'EPS des collèges et lycées, des clubs locaux d'athlétisme, de handball et de basketball, il est nécessaire de rénover deux terrains de handball, trois terrains de basketball et une piste d'athlétisme afin :

- d'améliorer les conditions d'accueil des élèves, collégiens, lycéens et sportifs Foréziens en pouvant pratiquer le hand, le basket, l'athlétisme ou toutes autres activités sportives ;
- d'accroître les créneaux horaires d'accès à la pratique du sport scolaire car deux groupes supplémentaires par heure pourront pratiquer du sport sur des terrains de qualité ;
- de permettre l'accès libre à des pratiques sportives pour les jeunes et les familles.

Il est demandé d'approuver les travaux à hauteur de 60 000.00 € pour la rénovation de deux terrains de handball, trois terrains de basketball et une piste d'athlétisme et de mandater Monsieur le Maire pour solliciter une subvention la plus importante possible auprès du Conseil général de la Loire et du Conseil régional sachant que le budget 2015 comporte les crédits nécessaires au déroulement de ces travaux.

Sophie ROBERT demande si ce montant est TTC ou HT et souhaite également connaître le taux de subventionnement.

Serge PALMIER indique que ce montant de 60 000.00 € est TTC et que le taux de subvention pour la région est fonction du taux d'utilisation prévisionnel de ces équipements par nos lycées.

Sophie ROBERT indique qu'elle votera favorablement cette subvention au sein de l'assemblée régionale.

*Décision du Conseil municipal pour solliciter une subvention auprès du Conseil général de la Loire*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

*Décision du Conseil municipal pour solliciter une subvention auprès du Conseil régional Rhône Alpes*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

**4.2 Subvention exceptionnelle en faveur de Loire Orchidées (rapporteur : Christian VILAIN) :**

L'association « Loire Orchidées » organisera pour la troisième année une exposition internationale d'orchidées. Dans le cadre de l'organisation de cette manifestation qui aura lieu cette année à la salle de l'EDEN les 25 et 26 avril 2015, il est proposé de leur octroyer une subvention exceptionnelle d'un montant de 800.00 €. Il est indiqué que le CMJ participera une nouvelle fois en 2015 à cette manifestation.

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

**4.3 Subvention exceptionnelle en faveur de l'ESBF (rapporteur : Serge PALMIER) :**

Le week-end du 6, 7 et 8 mars 2015 sera pour l'ESBF un moment exceptionnel avec l'organisation de la plus prestigieuse compétition Française de sport boules à savoir le « SUPER 16 ». Ce sera la première fois qu'une épreuve de cette importance se déroulera sur notre commune. Les 100 meilleurs joueurs français de premières divisions seront présents ce qui devrait attirer de nombreux spectateurs des Régions Rhône-Alpes et Auvergne au boulodrome de Feurs. Cette manifestation aura comme objectif de promouvoir d'une part le sport boule et d'autre part également la ville de Feurs.

Dans le cadre de cette manifestation exceptionnelle, il est proposé au Conseil municipal, d'octroyer une subvention exceptionnelle de 1 000.00 €.

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

**4.4 Demande de subvention dans le cadre de la DETR 2015 (rapporteur : Jean-Pierre TAITE) :**

**4.4.1 Demande de subvention dans le cadre de la DETR 2015 pour le projet du château du ROZIER :**

Vu les articles L. 2334-32 à L. 2334-39 et articles R. 2334-19 à R. 2334-35 du code général des collectivités territoriales, vu la circulaire ministérielle NOR INTB1240718C, vu la délibération du 26 mai 2014 autorisant le dépôt d'un permis de construire, il est rappelé à l'assemblée délibérante que la Commune va lancer la réhabilitation du château du ROZIER (voir projet ci-joint). Le cout prévisionnel est de 378 200.00 € HT soit 453 840.00 € TTC (avant négociation). Suite à une rencontre entre différentes associations le 1<sup>er</sup> juillet 2014, il est apparu que la nécessité de cet équipement culturel pour les Foréziens et les écoles serait un plus.

La Commune souhaite déposer une demande de subvention auprès de la Préfecture de la Loire au titre de la DETR 2015 pour la réhabilitation de ce local. En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à demander l'attribution d'une subvention dans le cadre de la DETR au taux de 35 % soit 132 370.00 € HT ;
- d'approuver le plan de financement suivant : soit 245 830.00 € HT à la charge de la Mairie et 132 370.00 € HT à la charge de l'Etat dans le cadre de la DETR ;
- de s'engager à autofinancer la quote-part communale qui est inscrite au budget communal, à la section investissement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou en son absence l'adjoint délégué, à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Johann CESA indique que son groupe votera contre cette délibération car malgré une note explicative qu'il qualifie de succincte, il considère ne pas avoir tous les éléments en sa possession pour voter favorablement une dépense de près de 450 000.00 €. Monsieur CESA constate qu'il y aura un bar au château du Rozier. Un bar géré par qui ? Les associations ? Un privé ? Il regrette ce manque d'informations persistant sur ce projet.

Sophie ROBERT partage l'avis de Johann CESA en soulignant que sur la commune il existe déjà des salles comme par exemple à la MJC qui pourraient être plus rentabilisées. Madame ROBERT trouve que dépenser 450 000.00 € est extravagant en période de crise au vu des infrastructures déjà présentes sur la ville de Feurs.

Monsieur le Maire indique que les locaux pour les associations ne sont pas suffisants actuellement sur notre ville et que la MJC avec plus de 1 000 adhérents est déjà à l'étroit. Monsieur le Maire souligne que ce château pourra servir au périscolaire, au scolaire et aux associations et que cet équipement culturel aura comme objectif d'attirer un jeune public comme le café-théâtre le KFT à St Galmier peut le faire.

Monsieur CESA rappelle que son groupe s'oppose d'autant plus à ce projet que pour eux avant de réhabiliter ce château il serait plus pertinent d'équiper mieux les salles existantes sur notre territoire comme par exemple le théâtre du FORUM et l'EDEN. Agir de la sorte répondrait aux attentes d'associations comme Scènes en Forez qui se plaint des infrastructures par rapport à certains spectacles accueillis.

*Décision du Conseil municipal*

|           |             |              |         |
|-----------|-------------|--------------|---------|
| POUR : 24 | CONTRE : 05 | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|-------------|--------------|---------|

**4.4.2 Demande de subvention dans le cadre de la DETR 2015 pour le projet de l'espace Maurice DESPLACES :**

Vu les articles L. 2334-32 à L. 2334-39 et articles R. 2334-19 à R. 2334-35 du code général des collectivités territoriales, vu la circulaire ministérielle NOR INTB1240718C, il est rappelé à l'assemblée que la Commune va lancer la rénovation de l'espace Maurice DESPLACES (voir projet ci-joint). Le cout prévisionnel est de 467 894.60 € HT soit 561 473.52 € TTC (avant négociation).

La Commune souhaite déposer une demande de subvention auprès de la Préfecture de la Loire au titre de la DETR 2015 pour la rénovation de cet espace. En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à demander l'attribution d'une subvention dans le cadre de la DETR au taux de 35 % soit 163 763.11 € HT;
- d'approuver le plan de financement suivant : soit 304 131.49 € HT à la charge de la mairie et 163 763.11 € HT à la charge de l'Etat dans le cadre de la DETR ;
- de s'engager à autofinancer la quote-part communale qui est inscrite au budget communal, à la section investissement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou en son absence l'adjoint délégué, à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Johann CESA informe l'assemblée délibérante que pour ce dossier son groupe s'abstiendra ; il précise qu'ils ne sont pas contre le projet en tant que tel mais regrette une nouvelle fois le manque d'informations communiquées par la municipalité pour une dépense de tout de même 550 000.00 € : aucun plan des futurs locaux, une note de présentation succincte, aucune réunion en commission. Johann CESA rappelle que son groupe avait voté favorablement au projet des Cités ROUSSON car il y avait eu une véritable présentation en commission Travaux et que les élus avaient pu échanger sur le projet.

Sophie ROBERT signale aux conseillers que son groupe s'abstiendra pour les mêmes raisons.

Monsieur le Maire indique que la commission urbanisme et travaux se réunira et évoquera ce dossier prochainement mais que les services de l'Etat ont transmis mi-janvier les dossiers de demande de DETR et que ces demandes de subvention doivent être transmis pour le 9 février aux services préfectoraux. Monsieur le Maire souligne que ce soir on ne demande pas si on est favorable ou non à ces deux projets mais juste de l'autoriser à présenter des dossiers de subvention au titre de la DETR.

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |                 |         |
|-----------|----------|-----------------|---------|
| POUR : 24 | CONTRE : | ABSTENTION : 05 | NPPAV : |
|-----------|----------|-----------------|---------|

**5. Education – culture – jeunesse – sport – vie associative :**

**5.1 Renouvellement convention chantiers éducatifs (rapporteur : Pascal BERNARD) :**

Comme pour l'année 2014, il est demandé que le Conseil municipal autorise le renouvellement de la convention (voir document ci-joint) liant le Conseil général de la Loire et la Commune et permettant la mise en œuvre des chantiers éducatifs. L'objet de ce dispositif est de permettre l'accès à l'emploi à certains jeunes entre 16 et 25 ans prioritairement en difficulté d'insertion sociale, scolarisés ou non et connus par les partenaires associés au recrutement. Il est précisé que pour Feurs, le nombre d'heures devrait rester inchangé, soit 968 heures, pour un taux horaire de 15.70 €.

Monsieur BERNARD informe l'assemblée qu'en 2014 il y avait eu 39 jeunes âgés de 16 à 25 ans qui avaient fait acte de candidature. Tous ont été reçus en entretien individuel et 18 ont été retenus pour effectuer en moyenne 50 heures de mission.

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à renouveler la convention qui lie la Commune avec le Conseil général de la Loire.

Sophie ROBERT est surpris du coût horaire de 15.70 € qui est élevé par rapport au SMIC.

Pascal BERNARD indique que ce coût est chargé et intègre les déplacements de professionnels pour le suivi de ces jeunes.

*Décision du Conseil municipal*

|           |             |              |         |
|-----------|-------------|--------------|---------|
| POUR : 27 | CONTRE : 02 | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|-------------|--------------|---------|

**6. Ressources humaines :**

**6.1 Renouvellement de la convention relative à l'établissement des dossiers CNRACL par le Centre de Gestion de la Loire (rapporteur : Marianne DARFEUILLE) :**

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 24 modifié par la loi n°2007-209 du 19 février 2007, vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale, notamment son article 28, habilitant le président à agir sur délibération du conseil d'administration, vu la délibération n° 2014-11-12/08 du 11 décembre 2014 du conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Loire, habilitant le président à agir pour signer ladite convention, vu la délibération du 19 décembre 2011 relative à l'approbation d'une convention relative à l'établissement des dossiers CNRACL par le centre de gestion de la Loire pour les années 2012, 2013, 2014 et considérant qu'il convient de renouveler cette convention, Madame DARFEUILLE, adjointe au personnel, indique :

- que le Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Loire est tenu d'accomplir des prestations obligatoires pour le compte de toutes les collectivités et établissements publics qui lui sont affiliés. Cet établissement reçoit tous les ans notre contribution pour accomplir ces missions.

De plus, à la demande expresse des collectivités affiliées, des services optionnels peuvent être proposés, c'est le cas en ce qui concerne la création du service dédié au conseil et au contrôle des dossiers de retraite transmis par ces collectivités. Pour chacun des services optionnels, l'équilibre financier doit être assuré et cela peut s'effectuer de plusieurs manières, à ce jour le Conseil d'administration a préféré appliquer des participations financières en fonction des prestations offertes plutôt qu'un taux additionnel.

- que l'article 24 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée par la loi n°2007-209 du 19 février 2007, autorise le Centre de Gestion à assurer toutes tâches en matière de retraite et d'invalidité pour le compte des collectivités territoriales et des établissements publics.

- que le Centre de gestion nous a communiqué à la commune (l'établissement) un projet de convention (d'avenant) afin de se substituer à nous, pour accomplir les tâches afférentes à l'établissement des dossiers CNRACL, et à l'envoi des données dématérialisées relatives au droit à l'information de nos agents. S'agissant d'une mission particulière le Centre de gestion propose que cette délégation s'effectue par nature de dossier, au vu d'une tarification fixée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année prévoyant la possibilité pour notre collectivité, de la dénoncer par courrier recommandé avec avis de réception dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi, si nous ne souhaitons pas accepter les nouvelles conditions financières.

- que la solution proposée, présente le double avantage de pérenniser ce service optionnel et de ne cotiser qu'en fonction de nos besoins, en connaissant au préalable les conditions financières de l'année à venir.

- que de plus, l'évolution de la réglementation en matière de retraite et plus particulièrement dans la gestion des dossiers, ou de l'étude du départ en retraite demandée par nos agents (avec estimation de pension), est de plus en plus complexe à maîtriser.

- que les tarifs fixés par le Centre de gestion pour l'année 2015 :

|  |       |
|--|-------|
| ■ La demande de régularisation de services :                                       | 50 €  |
| ■ Le rétablissement au régime général et à l'Ircantec (RTB) :                      | 61 €  |
| ■ Le dossier de pension de vieillesse et de réversion (R15) :                      | 61 €  |
| ■ Le dossier de pré-liquidation suivi d'une liquidation de la pension vieillesse : | 87 €  |
| ■ Le dossier de retraite invalidité :  | 87 €  |
| ■ Le dossier de validation de services :   | 87 €  |
| ■ L'envoi des données dématérialisées de gestion des carrières                     | 37 €  |
| ■ L'envoi des données dématérialisées de pré-liquidation – totalité des données :  | 61 €  |
| ■ L'étude sur un départ en retraite et estimation de pension CNRACL                | 61 €  |
| ■ Une permanence délocalisée dans la collectivité - vacation de 2 heures 30        | 230 € |

Madame DARFEUILLE indique qu'en 2014 la commune a eu recours à ces prestations pour un montant total d'environ de 150.00 €.

Marianne DARFEUILLE demande au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à renouveler la convention sachant que les crédits relatifs à cette convention sont inscrits dans les budgets respectifs.

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

**6.2 Recrutement d'agents non titulaires pour la foire exposition 2015 (rapporteur : Marianne DARFEUILLE) :**

Vu l'organisation annuelle de la foire exposition par la commune du 13 au 16 mars 2015, manifestation qui nécessite pour la gestion et la mise en place du personnel pour surcroît de travail, vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et son article 3 alinéa 2 permettant de recruter du personnel non titulaire pour des besoins occasionnels, il est proposé de procéder au recrutement de 25 agents non titulaires pour la période de la foire exposition, ainsi qu'éventuellement, pour le montage et le démontage de cette manifestation. Le nombre d'heures de ces agents pourra être différent selon les missions qui leur seront confiées sur cette période (en moyenne 20 heures par agent). Leur rémunération sera basée sur l'échelon 1 du grade d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe.

Sophie ROBERT espère qu'en cette année sans élections municipales, la Commune ne fera pas de discrimination vis-à-vis des personnes souhaitant travailler sur le comice et sympathisantes du FN.

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

**6.3 Heures supplémentaires ou complémentaires pour le personnel municipal lors de la période de la foire exposition 2015 (rapporteur : Marianne DARFEUILLE) :**

Vu la réglementation en vigueur, vu la délibération du 26 septembre 2011 relative aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans la collectivité, vu l'organisation de la foire exposition par la commune du 13 au 16 mars 2015 et la charge de travail supplémentaire engendrée par cette manifestation, il est proposé d'autoriser le recours aux heures supplémentaires et complémentaires pour cette manifestation, pour les agents de catégorie B et C des filières technique, administrative et animation.

Bien entendu, le contingent mensuel par agent ne pourra pas être supérieur à 25 heures, toutes activités confondues.

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

Sophie ROBERT demande à Monsieur le Maire de faire respecter le règlement intérieur du Conseil municipal car elle constate que son directeur de cabinet communique avec la table de presse durant les débats alors que cela n'est pas permis.

**6.4 Suppression de postes au tableau des effectifs (rapporteur : Marianne DARFEUILLE) :**

Suite à deux départs à la retraite et à des réorganisations en interne, il est proposé de supprimer les postes suivants sur le budget principal au 1er janvier 2015 :

- un poste d'agent de maîtrise à temps complet au service cadre de vie ;
- un poste d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet (30h45/35) au service des affaires scolaires.

Monsieur CESA demande si suite à ces deux suppressions, il y aura toujours la même qualité de service pour les foréziens.

Madame DARFEUILLE considère que oui et rappelle qu'il a été demandé aux services municipaux d'optimiser les moyens humains et matériels sans dégrader le service rendu à la population.

*Décision du Conseil municipal*

|           |          |              |         |
|-----------|----------|--------------|---------|
| POUR : 29 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : |
|-----------|----------|--------------|---------|

**6.5 Etat des effectifs au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (rapporteur : Marianne DARFEUILLE) :**

Vu la délibération du 24 février 2014 relative à l'état des effectifs au 1<sup>er</sup> janvier 2014, vu la délibération du 14 avril 2014 relative à la création d'un poste de collaborateur de cabinet à temps complet et à la suppression d'un poste de collaborateur de cabinet à temps non complet, vu la délibération du 26 mai 2014 relative à la création et à la suppression de postes au tableau des effectifs, vu la délibération du 07 juillet 2014 relative à la création d'un poste au tableau des effectifs, vu la délibération du 15 décembre 2014 relative à une création et à une suppression de poste, vu la délibération du 02 février 2015 relative à des

suppressions de postes au 1er janvier 2015, Madame DARFEUILLE, adjointe au personnel, propose d'approuver l'état des effectifs au 1er janvier 2015 qui prend en compte les créations et les suppressions de poste.

Le tableau des effectifs se présente de la façon suivante :

**1. Budget principal :**

| <b>TEMPS COMPLET</b>                             |        |         |         |         |
|--|--------|---------|---------|---------|
| GRADE  | PREVUS | POURVUS | VACANTS |         |
| <b>FILIERE TECHNIQUE</b>                         |        |         |         |         |
| Adjoint technique de 2ème classe                 | 31     | 30      | 1       |         |
| Adjoint technique de 1ère classe                 | 3      | 3       | 0       |         |
| Adjoint technique principal 2ème classe          | 7      | 7       | 0       |         |
| Adjoint technique principal 1ère classe          | 4      | 4       | 0       |         |
| Agent de maîtrise                                | 2      | 2       | 0       |         |
| Agent de maîtrise principal                      | 7      | 7       | 0       |         |
| Technicien                                       | 1      | 1       | 0       |         |
| Technicien principal 2ème classe                 | 1      | 1       | 0       |         |
| Technicien principal 1ère classe                 | 1      | 1       | 0       |         |
| <b>FILIERE SOCIALE</b>                           |        |         |         |         |
| ATSEM 1ère classe                                | 5      | 5       | 0       |         |
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>                    |        |         |         |         |
| Adjoint Administratif 2ème classe                | 5      | 5       | 0       |         |
| Adjoint administratif 1ère classe                | 8      | 8       | 0       |         |
| Adjoint administratif principal 2ème classe      | 1      | 1       | 0       |         |
| Rédacteur principal 1ère classe                  | 2      | 2       | 0       |         |
| Attaché  | 1      | 1       | 0       |         |
| Attaché principal                                | 1      | 1       | 0       |         |
| Emploi fonctionnel - fonction DGS                | 1      | 1       | 0       |         |
| <b>FILIERE CULTURELLE</b>                        |        |         |         |         |
| Adjoint du patrimoine 1ère classe                | 1      | 1       | 0       |         |
| Assistante de conservation Principal 2ème classe | 1      | 1       | 0       |         |
| Bibliothécaire                                   | 1      | 1       | 0       |         |
| <b>FILIERE SPORTIVE</b>                          |        |         |         |         |
| Educateur des APS                                | 1      | 1       | 0       |         |
| Educateur des APS Principal 1ère classe          | 1      | 1       | 0       |         |
| <b>FILIERE POLICE MUNICIPALE</b>                 |        |         |         |         |
| Brigadier-chef principal                         | 3      | 3       | 0       |         |
| Chef de service de police municipale             | 1      | 1       | 0       |         |
| <b>FILIERE ANIMATION</b>                         |        |         |         |         |
| Adjoint d'animation de 2ème classe               | 2      | 2       | 0       |         |
| <b>TEMPS NON COMPLET</b>                         |        |         |         |         |
| GRADE  | PREVUS | POURVUS | QUOTITE | VACANTS |
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>                    |        |         |         |         |
| Adjoint administratif de 2ème classe             | 6      | 6       | 17,5/35 | 0       |
|  |        |         | 19,5/35 | 0       |
|  |        |         | 33/35   | 0       |
|  |        |         | 26/35   | 0       |
|  |        |         | 28/35   | 0       |
|  |        |         | 19,5/35 | 0       |
| <b>FILIERE TECHNIQUE</b>                         |        |         |         |         |

|                                   |    |    |          |   |
|-----------------------------------|----|----|----------|---|
| Adjoint technique de 2ème classe  | 16 | 16 | 17,5/35  | 0 |
|                                   |    |    | 19,5/35  | 0 |
|                                   |    |    | 30/35    | 0 |
|                                   |    |    | 17,5/35  | 0 |
|                                   |    |    | 23/35    | 0 |
|                                   |    |    | 14,5/35  | 0 |
|                                   |    |    | 22/35    | 0 |
|                                   |    |    | 21/35    | 0 |
|                                   |    |    | 27,5/35  | 0 |
|                                   |    |    | 19,25/35 | 0 |
|                                   |    |    | 19/35    | 0 |
|                                   |    |    | 22,75/35 | 0 |
|                                   |    |    | 26/35    | 0 |
|                                   |    |    | 26/35    | 0 |
|                                   |    |    | 30/35    | 0 |
| 17,5/35                           | 0  |    |          |   |
| Adjoint technique de 1ère classe  | 1  | 1  | 28,5/35  | 0 |
| <b>FILIERE ANIMATION</b>          |    |    |          |   |
| Adjoint d'animation 1ère classe   | 1  | 1  | 04/35    | 0 |
| Adjoint d'animation 2ème classe   | 1  | 0  | 6,5/35   | 1 |
| <b>FILIERE CULTURELLE</b>         |    |    |          |   |
| Adjoint du patrimoine 2ème classe | 2  | 2  | 14/35    | 0 |
|                                   |    |    | 20/35    | 0 |
| <b>FILIERE SPORTIVE</b>           |    |    |          |   |
| Educateur des APS                 | 1  | 1  | 20/35    | 0 |
| <b>FILIERE SOCIALE</b>            |    |    |          |   |
| ATSEM 1ère classe                 | 2  | 2  | 22,5/35  | 0 |
|                                   |    |    | 17,5/35  | 0 |

**2. Eau :**

| <b>TEMPS COMPLET</b>                        |        |         |         |
|---|--------|---------|---------|
| GRADE                                       | PREVUS | POURVUS | VACANTS |
| <b>FILIERE TECHNIQUE</b>                    |        |         |         |
| Adjoint technique principal 1ère classe     | 1      | 1       | 0       |
| Agent de maîtrise Principal                 | 1      | 1       | 0       |
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>               |        |         |         |
| Adjoint administratif principal 2ème classe | 1      | 1       | 0       |

**3. Assainissement :**

| <b>TEMPS COMPLET</b>                    |        |         |         |
|---|--------|---------|---------|
| GRADE                                   | PREVUS | POURVUS | VACANTS |
| <b>FILIERE TECHNIQUE</b>                |        |         |         |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 1      | 1       | 0       |
| Adjoint technique principal 1ère classe | 1      | 1       | 0       |
| Technicien                              | 1      | 1       | 0       |

**4. Camping :**

| <b>TEMPS COMPLET</b>               |        |         |         |
|------------------------------------|--------|---------|---------|
| GRADE                              | PREVUS | POURVUS | VACANTS |
| <b>FILIERE ANIMATION</b>           |        |         |         |
| Adjoint d'animation de 2ème classe | 1      | 1       | 0       |

5. Transport urbain :

| TEMPS COMPLET                    |        |         |         |
|----------------------------------|--------|---------|---------|
| GRADE                            | PREVUS | POURVUS | VACANTS |
| FILIERE TECHNIQUE                |        |         |         |
| Adjoint technique de 2ème classe | 1      | 1       | 0       |

Décision du Conseil municipal

|           |          |                 |         |
|-----------|----------|-----------------|---------|
| POUR : 27 | CONTRE : | ABSTENTION : 02 | NPPAV : |
|-----------|----------|-----------------|---------|

Johann CESA s'interroge sur le nombre élevé d'agents à temps non complet au sein de notre collectivité et demande si cela se retrouve dans d'autres communes de notre taille.

Marianne DARFEUILLE insiste sur le fait que ces temps non complets concernent en très grande majorité des femmes qui ne souhaitent pas toujours un temps complet mais que des fois pour des raisons souvent réglementaires (amplitude horaires, durée quotidienne de travail, missions demandées...) il n'est pas toujours possible d'accroître ces temps de travail pour celles qui le souhaitent. Madame DARFEUILLE indique que cette tendance est présente dans de nombreuses collectivités territoriales.

7. Questions diverses :

7.1 Vœu dans le cadre de la définition du contrat de modernisation de l'offre et des parcours de soin Loire Sud et centre (rapporteur : Jean-Pierre TAITE) :

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'adopter le vœu ci-dessous. Il indique que ce texte va être présenté à tous les Conseils municipaux dont les Maires siègent au comité stratégique mis en place par l'Agence Régionale de Santé.

*« Dans le cadre de la définition du contrat de modernisation de l'offre et des parcours de soin Loire Sud, l'Agence Régionale de Santé (ARS) Rhône Alpes a invité le comité stratégique à une réunion le vendredi 23 janvier 2015.*

*Lors de cette réunion il a été effectué une restitution des travaux opérés par les différents groupes de réflexion sur différentes thématiques.*

*Il a été également proposé des orientations en vue de la négociation du contrat de modernisation.*

*Au vu des éléments proposés et des réflexions des différents groupes de travail, les élus représentant le territoire de la vallée du Gier et du Forez ont apporté les remarques suivantes :*

- la présence des parlementaires du département n'a pas été actée comme l'avaient demandé les élus,
- les restitutions des réflexions des groupes de travail même si elles sont légitimes d'un point de vue technique et professionnel n'apportent pas les informations d'organisations pratiques sur nos territoires, ne présentent pas les avantages et inconvénients de chacune d'elles et n'explicitent en aucune façon et concrètement les orientations.

*Dans ces conditions, les élus ne peuvent se positionner en toute conscience pour valider ou non tel ou tel scénario, ne sachant aucunement comment seront garantis le maintien du service public, la bonne organisation du parcours de soins en direction des populations et l'offre médicale sur le territoire.*

*Aussi, les élus demandent à l'ARS de poursuivre les travaux du comité de pilotage en permettant une meilleure information aux membres du comité et proposent :*

- la création d'un véritable comité d'élus composé de l'ensemble des représentants élus des populations des territoires concernés, y compris la présence des élus nationaux du département,
- la poursuite des discussions sur les scénarii proposés par les groupes réflexions,
- une présentation complète et détaillée possible pour chacun des scénarii évoqués,
- une discussion sur ces scénarii avec les personnels médicaux et administratifs des groupes de travail,
- l'ARS doit évoquer une réorganisation globale de l'offre de santé sur le Sud et Centre-Loire, en prenant en compte les établissements publics et les établissements privés de santé.

*Une réorganisation concentrée uniquement sur les établissements publics démontrerait une volonté de l'ARS d'affaiblir le secteur public au bénéfice du secteur privé.*

*La bonne compréhension des enjeux, des organisations possibles et la discussion avec l'ensemble des professionnels et élus impliqués dans ce projet pourront seuls permettre la poursuite d'un travail commun de qualité.*

*Nous réaffirmons notre vigilance la plus forte et complète qui soit afin que soient données les garanties fortes et durables du maintien du service public, et que le projet de modernisation soit cohérent et respectueux d'un parfait accès aux soins pour l'ensemble de nos territoires. »*

Johann CESA informe le Conseil municipal que son groupe votera ce vœu mais regrette de ne pas recevoir en tant que conseiller municipal des comptes rendus des réunions liés à ce dossier. Il indique qu'il est « obligé de quémander » auprès des organisations syndicales pour avoir des informations. La dernière étant que le pôle « mère-enfant » de Montbrison était menacé et également que l'ensemble des agents administratifs du site de Feurs devraient prochainement travailler à Montbrison car le directeur du centre hospitalier du Forez refuse de venir ½ journée par semaine à Feurs malgré le fait d'avoir une voiture de fonction et le carburant payé. Monsieur CESA rappelle que la majorité des salariés résident à Feurs ou les communes environnantes et que les obliger à se déplacer tous les jours aurait pour conséquences une diminution de leur pouvoir d'achat et une augmentation des risques d'accident. Monsieur CESA demande à Monsieur le Maire s'il confirme ces informations (pôle Mère/enfant et déplacement du personnel administratif) et si oui, s'il soutient le personnel hospitalier de la filière administrative vis-à-vis de cette nouvelle organisation.

Monsieur le Maire dit ne rien savoir de cette réorganisation par contre il sait qu'actuellement il recherche un nouveau directeur pour le centre hospitalier. Concernant les comptes rendus de réunion, Monsieur le Maire accepte sans aucun souci de les transmettre à tous les membres de notre assemblée délibérante.

Monsieur le Maire indique qu'à ce jour il est certain de deux choses :

- La réorganisation de l'offre de soins pour tous les hôpitaux de la Loire ;
- Le fait de ne pas trouver de médecins pour travailler sur notre centre hospitalier.



Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal qu'il fait tout son possible pour défendre le centre hospitalier de Feurs et ses agents mais que sa marge de manœuvre sur ce dossier est hélas limitée.  
 Sophie ROBERT informe que son groupe ne participera pas au vote car la situation actuelle est le résultat de 30 ans de politique hospitalière inadaptée menée tant par le PS que l'UMP et que la présentation de ce vœu par Monsieur le Maire est une véritable « tartufferie » dont la population se souviendra.

*Décision du Conseil municipal pour le vœu dans le cadre de la définition du contrat de modernisation de l'offre et des parcours de soin Loire Sud et centre*

|           |          |              |            |
|-----------|----------|--------------|------------|
| POUR : 27 | CONTRE : | ABSTENTION : | NPPAV : 02 |
|-----------|----------|--------------|------------|

7.2 Le groupe Rassemblement Feurs Bleu Marine pose une question concernant l'armement des policiers municipaux :  
 Sophie ROBERT rappelle que suite aux récents événements terroristes du début de l'année et notamment vu le lourd tribut payé par les forces de l'ordre, elle se demande s'il ne faudrait pas réfléchir à doter la police municipale d'armes à feu. En effet, Madame ROBERT insiste pour dire que ces faits divers ont montré que toute personne représentant l'autorité de l'Etat est une cible potentielle pour les terroristes et cela même en zone rurale.

Sophie ROBERT demande que nos policiers municipaux soient dotés d'armes à feu comme a pu le décider la ville de Roanne récemment. Madame ROBERT observe que l'équipement d'un policier municipal est de 2 500.00 € (arme, agrément du CNFPT, formation, gilet pare-balles ...) et que selon elle cette somme est dérisoire pour protéger nos concitoyens au quotidien. Monsieur le Maire rappelle que la police municipale est composée de 4 policiers et un ASVP qui sillonnent la voie publique. Monsieur le Maire indique qu'il y a deux ans deux policiers municipaux sur quatre avaient fait la demande de posséder des tonfas. Il avait accepté cette demande et avait fait suivre des formations à ces agents mais que la Préfecture n'avait pas donné son agrément pour qu'ils utilisent des tonfas sur la voie publique à Feurs au vu des missions que notre police municipale a à exercer.

Sophie ROBERT demande s'il est vrai que deux tonfas sont dans un placard de la mairie.

Monsieur le Maire répond que oui car il n'a pas le droit de leur remettre après un avis défavorable des services préfectoraux.

Monsieur le Maire sur ce dossier pense qu'il ne faut pas réagir avec émotion suite aux terribles actes de terrorisme réalisés par des « malades » et que malgré des armes on ne peut rien faire devant des fous. Sur ce dossier, il ne souhaite pas réagir dans l'émotion et souligne que le chef de notre PM n'est pas favorable au fait que ses hommes soient armés. Concernant le gilet pare-balles il n'est pas contre mais n'en voit pas l'utilité sur Feurs.

Sophie ROBERT dit prendre acte de sa réponse et la déplore et dit qu'en tant que Maire il portera la responsabilité en cas de drame.

Monsieur le Maire lui répond qu'il a 52 ans et qu'il ne porte pas la responsabilité de seulement deux policiers municipaux mais de plus de 8 000 foréziens au quotidien.

7.3 Le groupe Générations Feurs : Thierry JACQUET interroge Monsieur le MAIRE concernant CastMetal. :

« Suite à l'explosion survenue le mercredi 21 janvier 2015 à l'usine CastMetal, plus connue des Foréziens sous le nom de "La Fonderie", nous apportons tout notre soutien aux blessés et à leur famille, ainsi qu'à l'ensemble du personnel.

Pouvez-vous informer le conseil municipal des conséquences de cet accident sur le devenir, à court et à moyen terme pour l'activité de l'entreprise ? Qu'est-il préconisé pour assurer la sécurité des salariés et des riverains ? Pouvez-vous nous dire où en est l'enquête sur l'accident précédent survenu en juin 2011 et qui avait coûté la vie à 2 employés ? ».

Monsieur le MAIRE sait qu'actuellement les services expédition, modelage, le laboratoire travaillent sur le site sans rentrer dans l'usine. Monsieur le Maire indique que ce jour le CHSCT devait se réunir.

Johann CESA demande si l'opposition municipale pourrait être présente au sein de la CLIS comme pouvait l'être durant l'ancien mandat Madame ROCHETTE.

Monsieur le Maire rappelle que cette conseillère municipale était présente en tant que membre de l'ADSE. Monsieur le Maire signale que l'ADSE vient de faire un courrier au Sous-préfet pour que la CLIS se réunisse encore malgré l'actuelle réglementation.

Concernant l'accident de juin 2011, Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'en juin dernier un juge a auditionné les services municipaux et lui-même par rapport à nos réseaux proches de l'usine. Sinon, l'enquête étant en cours d'instruction il n'a pas plus d'informations mais il comprend que pour le collectif et les familles des personnes décédées lors de ce terrible accident, le temps est long afin d'avoir des réponses à de nombreuses questions.

## 8. Décisions du Maire.

En application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rendra compte des décisions prises par délégation confiée par le Conseil municipal en date du 14 avril 2014.

Johann CESA remarque que ce jour, il n'y avait pas le dossier des décisions sur sa table.

Il est répondu qu'effectivement il a raison mais que depuis vendredi le secrétariat général a été perturbé dans son fonctionnement suite au décès de la mère de la secrétaire responsable de cette tâche. Le directeur général des services s'excuse pour cet oubli.

Monsieur CESA dit comprendre.

|                |            |   |                   |                   |
|----------------|------------|---|-------------------|-------------------|
| Fi-2014-DM-040 | 10/12/2014 | Signature d'un avenant au contrat de maintenance du logiciel du service des eaux<br>A la société e-GEE pour un montant annuel de, 1 655.00 € HT |                   |                   |
| Fi-2014-DM-41  | 15/12/2014 | Tarifs des compteurs d'eau au 01/01/2015  |                   |                   |
|                |            | Désignation   | TARIFS HT<br>2014 | TARIFS HT<br>2015 |
|                |            | location compteur diamètre 15   | 14.21 €           | 14.50 €           |
|                |            | location compteur diamètre 20   | 16.90 €           | 17.24 €           |
|                |            | location compteur diamètre 30   | 32.98 €           | 33.64 €           |
|                |            | location compteur diamètre 40   | 50.19 €           | 51.19 €           |

|               |            |  |                |                           |             |        |
|---------------|------------|--|----------------|---------------------------|-------------|--------|
|               |            | location compteur diamètre 50  | 84.70 €        | 86.39 €                   |             |        |
|               |            | location compteur diamètre 60  | 115.75 €       | 118.07 €                  |             |        |
|               |            | location compteur diamètre 80  | 137.23 €       | 139.97 €                  |             |        |
|               |            | location compteur diamètre 100   | 164.10 €       | 167.38 €                  |             |        |
|               |            | location compteur diamètre 150   | 239.43 €       | 244.22 €                  |             |        |
|               |            | taxe de fermeture et d'ouverture   | 44.38 €        | 45.27 €                   |             |        |
|               |            | Frais de mise en service   | 36.00 €        | 36.72 €                   |             |        |
| Fi-2014-DM-42 | 15/12/2014 | Tarifs de l'eau potable au 01/01/2015  |                |                           |             |        |
|               |            | EAU POTABLE  | TARIFS HT 2014 | TARIFS HT 2015            |             |        |
|               |            | Prime fixe   | 36,00 €        | 36,72 €                   |             |        |
|               |            | 0 à 50 m3  | 1,63 €         | 1,66 €                    |             |        |
|               |            | 51 à 150 m3  | 1,66 €         | 1,68 €                    |             |        |
|               |            | 151 m3 à 6 000 m3  | 1,69 €         | 1,69 €                    |             |        |
|               |            | supérieur à 6 001 m3   | 1,47 €         | 1,53€                     |             |        |
| Fi-2014-DM-43 | 17/12/2015 | Tarifs de l'assainissement au 01/01/2015 :   |                |                           |             |        |
|               |            | DESIGNATION  | TARIFS 2014    | TARIFS 2015               |             |        |
|               |            | prime fixe   | 18.00€         | 18,36 €                   |             |        |
|               |            | tranche de 0 à 6000 m3   | 1,45 €         | 1,48 €                    |             |        |
|               |            | tranche de 6001 à 12000 m3   | 1,30 €         | 1,36 €                    |             |        |
|               |            | tranche de 12001 à 24000 m3  | 1,16 €         | 1,24 €                    |             |        |
|               |            | tranche supérieure à 24001 m3  | 1.09 €         | 1,18 €                    |             |        |
|               |            | demande de contrôle d'assainissement collectif préalable à la vente d'un bien immobilier       | 112,00 €       | 114.24 €                  |             |        |
|               |            | Contre visite du contrôle d'assainissement collectif préalable à la vente d'un bien immobilier | 56,00 €        | 57.12€                    |             |        |
| Fi-2014-DM-44 | 29/12/2014 | Tarifs droits de place des marchés hebdomadaires au 01/01/2015 :                               |                |                           |             |        |
|               |            | ELEMENTS   | UNITE          | TARIFS 2014               | TARIFS 2015 |        |
|               |            | Passagers  | Banc simple    | mètre linéaire/par marché | 0,65 €      | 0,67 € |
|               |            |  | Banc double    | mètre linéaire/par marché | 0,85 €      | 0,87 € |
|               |            | Abonnés  | Banc simple    | mètre linéaire/par marché | 0,35 €      | 0,37 € |
|               |            |  | Banc double    | mètre linéaire/par marché | 0,45 €      | 0,47 € |
|               |            | Droit fixe électricité   |                | par marché                | 0,75 €      | 0,80 € |
|               |            | Camion stationnement régulier et répéter sur l'année   |                | par emplacement           | 6,50 €      | 8.00 € |

| Fi-2015-DM-01  | 05/01/2015       | <p>Tarifs de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) au 07/01/2015 :</p> <p>A – Pour les constructions nouvelles :</p> <table border="1" data-bbox="596 282 1522 607"> <thead> <tr> <th colspan="2">Surface de plancher créée mentionnée dans la demande d'urbanisme</th> <th>Tarif au 1<sup>er</sup> janvier 2014</th> <th>Tarif au 07 janvier 2015</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Inférieur à 40 m2</td> <td>25 % de la base</td> <td>350,00 €</td> <td>375.00 €</td> </tr> <tr> <td>Supérieur ou égal à 40 m2 et jusqu'à 80 m2</td> <td>50 % de la base</td> <td>700,00 €</td> <td>750.00 €</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 80 m2 et jusqu'à 150 m2</td> <td>100 % de la base</td> <td>1400,00 €</td> <td>1500.00 €</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 150 m2 et jusqu'à 200 m2</td> <td>120 % de la base</td> <td>1680,00 €</td> <td>1800.00 €</td> </tr> <tr> <td>Au-delà de 200 m2</td> <td></td> <td>9 € le m2 supplément aire</td> <td>9 € le m2 supplémentaire</td> </tr> </tbody> </table> <p>B – Pour les extensions, aménagements intérieurs, changements de destination de l'immeuble :</p> <table border="1" data-bbox="596 678 1522 1003"> <thead> <tr> <th colspan="2">Surface de plancher créée mentionnée dans la demande d'urbanisme</th> <th>Tarif au 1<sup>er</sup> janvier 2014</th> <th>Tarif au 07 janvier 2015</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Inférieur à 40 m2</td> <td>25 % de la base</td> <td>350,00 €</td> <td>375.00 €</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 40 m2 et jusqu'à 80 m2</td> <td>50 % de la base</td> <td>700,00 €</td> <td>750.00 €</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 80 m2 et jusqu'à 150 m2</td> <td>100 % de la base</td> <td>1400,00 €</td> <td>1500.00 €</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 150 m2 et jusqu'à 200 m2</td> <td>120 % de la base</td> <td>1680,00 €</td> <td>1800.00 €</td> </tr> <tr> <td>Au-delà de 200 m2</td> <td></td> <td>9 € le m2 supplément aire</td> <td>9 € le m2 supplémentaire</td> </tr> </tbody> </table> <p>C – Tableau des équivalences PFAC (1 PFAC = 100 % de la base) :</p> <p>Le tableau des équivalences ci-après détermine la relation entre le type d'opération et le nombre d'unité (lit, repas, chambre) à prendre en compte pour le calcul de la PAC, arrondi à l'entier supérieur.</p> <table border="1" data-bbox="596 1149 1522 1675"> <thead> <tr> <th></th> <th></th> <th>Equivalence 2014</th> <th>Equivalence 2015</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Hôtel ou établissement assimilé</td> <td>6 lits</td> <td>= 1 PAC</td> <td>= 1 PAC</td> </tr> <tr> <td>Foyer logement</td> <td>6 lits</td> <td>= 1 PAC</td> <td>= 1 PAC</td> </tr> <tr> <td>Etablissement de soins et établissement d'accueil des personnes âgées ou dépendantes</td> <td>6 lits</td> <td>= 1 PAC</td> <td>= 1 PAC</td> </tr> <tr> <td>Hôtel-restaurant</td> <td>3 lits</td> <td>= 1 PAC</td> <td>= 1 PAC</td> </tr> <tr> <td>Restaurant, cantine</td> <td>1 couvert</td> <td>90 €</td> <td>95 €</td> </tr> <tr> <td>Immeuble constitué de chambres avec kitchenette</td> <td>3 chambres</td> <td>= 1 PAC</td> <td>= 1 PAC</td> </tr> <tr> <td>Immeuble constitué de chambres</td> <td>6 chambres</td> <td>= 1 PAC</td> <td>= 1 PAC</td> </tr> <tr> <td>HLL sur terrain privé non loti</td> <td>1 HLL</td> <td>= 1 PAC</td> <td>= 1 PAC</td> </tr> <tr> <td>Pour les terrains de camping : toiles, caravanes, HLL</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>- Sanitaires collectifs raccordés au réseau</td> <td>12 emplacements</td> <td>= 1 PAC</td> <td>= 1 PAC</td> </tr> <tr> <td>- Chaque emplacement individuel raccordé au réseau</td> <td>6 emplacements</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> | Surface de plancher créée mentionnée dans la demande d'urbanisme |  | Tarif au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 | Tarif au 07 janvier 2015 | Inférieur à 40 m2 | 25 % de la base | 350,00 € | 375.00 € | Supérieur ou égal à 40 m2 et jusqu'à 80 m2 | 50 % de la base | 700,00 € | 750.00 € | Supérieur à 80 m2 et jusqu'à 150 m2 | 100 % de la base | 1400,00 € | 1500.00 € | Supérieur à 150 m2 et jusqu'à 200 m2 | 120 % de la base | 1680,00 € | 1800.00 € | Au-delà de 200 m2 |  | 9 € le m2 supplément aire | 9 € le m2 supplémentaire | Surface de plancher créée mentionnée dans la demande d'urbanisme |  | Tarif au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 | Tarif au 07 janvier 2015 | Inférieur à 40 m2 | 25 % de la base | 350,00 € | 375.00 € | Supérieur à 40 m2 et jusqu'à 80 m2 | 50 % de la base | 700,00 € | 750.00 € | Supérieur à 80 m2 et jusqu'à 150 m2 | 100 % de la base | 1400,00 € | 1500.00 € | Supérieur à 150 m2 et jusqu'à 200 m2 | 120 % de la base | 1680,00 € | 1800.00 € | Au-delà de 200 m2 |  | 9 € le m2 supplément aire | 9 € le m2 supplémentaire |  |  | Equivalence 2014 | Equivalence 2015 | Hôtel ou établissement assimilé | 6 lits | = 1 PAC | = 1 PAC | Foyer logement | 6 lits | = 1 PAC | = 1 PAC | Etablissement de soins et établissement d'accueil des personnes âgées ou dépendantes | 6 lits | = 1 PAC | = 1 PAC | Hôtel-restaurant | 3 lits | = 1 PAC | = 1 PAC | Restaurant, cantine | 1 couvert | 90 € | 95 € | Immeuble constitué de chambres avec kitchenette | 3 chambres | = 1 PAC | = 1 PAC | Immeuble constitué de chambres | 6 chambres | = 1 PAC | = 1 PAC | HLL sur terrain privé non loti | 1 HLL | = 1 PAC | = 1 PAC | Pour les terrains de camping : toiles, caravanes, HLL |  |  |  | - Sanitaires collectifs raccordés au réseau | 12 emplacements | = 1 PAC | = 1 PAC | - Chaque emplacement individuel raccordé au réseau | 6 emplacements |  |  |
|--|------------------|--|--|--|---------------------------------------|--------------------------|-------------------|-----------------|----------|----------|--|-----------------|----------|----------|-------------------------------------|------------------|-----------|-----------|--------------------------------------|------------------|-----------|-----------|-------------------|--|---------------------------|--------------------------|--|--|---------------------------------------|--------------------------|-------------------|-----------------|----------|----------|------------------------------------|-----------------|----------|----------|-------------------------------------|------------------|-----------|-----------|--------------------------------------|------------------|-----------|-----------|-------------------|--|---------------------------|--------------------------|--|--|------------------|------------------|---------------------------------|--------|---------|---------|----------------|--------|---------|---------|--|--------|---------|---------|------------------|--------|---------|---------|---------------------|-----------|------|------|---|------------|---------|---------|--------------------------------|------------|---------|---------|--------------------------------|-------|---------|---------|---|--|--|--|---|-----------------|---------|---------|--|----------------|--|--|
| Surface de plancher créée mentionnée dans la demande d'urbanisme                     |                  | Tarif au 1 <sup>er</sup> janvier 2014  | Tarif au 07 janvier 2015   |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Inférieur à 40 m2  | 25 % de la base  | 350,00 €   | 375.00 €   |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Supérieur ou égal à 40 m2 et jusqu'à 80 m2   | 50 % de la base  | 700,00 €   | 750.00 €   |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Supérieur à 80 m2 et jusqu'à 150 m2  | 100 % de la base | 1400,00 €  | 1500.00 €  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Supérieur à 150 m2 et jusqu'à 200 m2   | 120 % de la base | 1680,00 €  | 1800.00 €  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Au-delà de 200 m2  |                  | 9 € le m2 supplément aire  | 9 € le m2 supplémentaire   |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Surface de plancher créée mentionnée dans la demande d'urbanisme                     |                  | Tarif au 1 <sup>er</sup> janvier 2014  | Tarif au 07 janvier 2015   |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Inférieur à 40 m2  | 25 % de la base  | 350,00 €   | 375.00 €   |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Supérieur à 40 m2 et jusqu'à 80 m2   | 50 % de la base  | 700,00 €   | 750.00 €   |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Supérieur à 80 m2 et jusqu'à 150 m2  | 100 % de la base | 1400,00 €  | 1500.00 €  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Supérieur à 150 m2 et jusqu'à 200 m2   | 120 % de la base | 1680,00 €  | 1800.00 €  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Au-delà de 200 m2  |                  | 9 € le m2 supplément aire  | 9 € le m2 supplémentaire   |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
|  |                  | Equivalence 2014   | Equivalence 2015   |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Hôtel ou établissement assimilé  | 6 lits           | = 1 PAC  | = 1 PAC  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Foyer logement   | 6 lits           | = 1 PAC  | = 1 PAC  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Etablissement de soins et établissement d'accueil des personnes âgées ou dépendantes | 6 lits           | = 1 PAC  | = 1 PAC  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Hôtel-restaurant   | 3 lits           | = 1 PAC  | = 1 PAC  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Restaurant, cantine  | 1 couvert        | 90 €   | 95 €   |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Immeuble constitué de chambres avec kitchenette                                      | 3 chambres       | = 1 PAC  | = 1 PAC  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Immeuble constitué de chambres   | 6 chambres       | = 1 PAC  | = 1 PAC  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| HLL sur terrain privé non loti   | 1 HLL            | = 1 PAC  | = 1 PAC  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| Pour les terrains de camping : toiles, caravanes, HLL                                |                  |  |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| - Sanitaires collectifs raccordés au réseau  | 12 emplacements  | = 1 PAC  | = 1 PAC  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| - Chaque emplacement individuel raccordé au réseau                                   | 6 emplacements   |  |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |
| MPPA-2015-DM-01  | 05/01/2015       | <p>Marché de fournitures et de services pour carburant et combustible aux établissements Jourlin pour une durée d'un an : (reconduction par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 1 an) et pour les seuils maximum annuels exprimés en quantités suivants :</p> <p>Lot n°1: 30 m3<br/> Lot n°2: 25 m3<br/> Lot n°3: 30 m3<br/> Lot n°4: 2500 litres</p> <p>Les prestations seront facturées en référence aux prix contenus dans le bordereau des prix unitaires sur lesquels est appliquée une remise commerciale sur le tarif public de :</p> <p>Lot n°1: 42 € HT / m3<br/> Lot n°2: 51 €HT/m3<br/> Lot n°3 : 51 €HT/m3</p>   |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |  |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                                       |                          |                   |                 |          |          |                                    |                 |          |          |                                     |                  |           |           |                                      |                  |           |           |                   |  |                           |                          |  |  |                  |                  |                                 |        |         |         |                |        |         |         |  |        |         |         |                  |        |         |         |                     |           |      |      |   |            |         |         |                                |            |         |         |                                |       |         |         |   |  |  |  |   |                 |         |         |  |                |  |  |

|                 |            |   |
|-----------------|------------|---|
| MPPA-2015-DM-01 | 05/01/2015 | <p>Marché de fournitures et de services pour carburant et combustible aux établissements Jourlin pour une durée d'un an : (reconduction par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 1 an) et pour les seuils maximum annuels exprimés en quantités suivants :</p> <p>Lot n°1: 30 m3<br/> Lot n°2: 25 m3<br/> Lot n°3: 30 m3<br/> Lot n°4: 2500 litres</p> <p>Les prestations seront facturées en référence aux prix contenus dans le bordereau des prix unitaires sur lesquels est appliquée une remise commerciale sur le tarif public de :</p> <p>Lot n°1: 42 € HT / m3<br/> Lot n°2: 51 €HT/m3<br/> Lot n°3 : 51 €HT/m3<br/> Lot n°4 : 29% de remise sur le tarif public</p> |
| ASSU-2015-DM-01 | 05/01/2015 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Indemnité de 101 € par l'assurance Banque Populaire IARD pour remplacement sanitaire dégradé à l'école Charles Perrault</li> <li>- Indemnité de 6 944 € par GAN Assurances suite candélabre et potelet piéton accidentés route de St Etienne par les Autocars Maisonneuve</li> </ul>   |

L'ordre du jour étant épuisé et plus aucune question n'étant soumise au débat, Monsieur le Maire lève la séance à 20h15.

Vu par nous, pour être mis à l'affichage en mairie le 10 février 2015, conformément aux dispositions de l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

LA SECRETAIRE DE SEANCE  
Marguerite JACQUEMONT

LE MAIRE  
Jean-Pierre TAITE